



TECH
LA GRANDE MENACE
DE LA FRACTURE
NUMÉRIQUE **PAGE 32**

MÉDIAS et TECH

Fracture numérique, la bombe à retardement

Plus de 15 % de la population française est en situation d'illectronisme. Une menace immense à l'heure de l'IA.

LUCAS MEDIAVILLA [@Lucas_Medv](#)

PRÉCARITÉ « Je vois passer des jeunes qui sont des utilisateurs chevronnés de TikTok, mais dès qu'il faut écrire sur Word par exemple, on les perd. » Stéphane Delehayé, médiateur numérique dans la région Paca, est un homme de terrain. Son métier consiste depuis plus de vingt-cinq ans à amener vers les nouveaux outils les Français qui en sont éloignés. Un travail d'éducation populaire indispensable, face à ce qu'il appelle lui-même « l'injonction au tout-numérique ».

Des professionnels comme lui, la région du Sud en compte 500. Une escouade bien maigre, pour s'attaquer aux 660 000 personnes frappées par l'illectronisme dans la région, autrement dit des personnes ne sachant pas utiliser ces ressources centrales. Cela fait aussi quelques années qu'Emmatis Connect ratisse le territoire. L'association accueille 15 000 personnes chaque année en situation de précarité numérique. Objectif : les équiper, les connecter, et les accompagner. « Nous accueillons 20 % à 30 % de personnes en plus chaque année par rapport à la précédente », indique Marie Cohen-Skalli, codirectrice de l'association. Et notamment depuis le Covid et la dématérialisation des démarches administratives.

Plus que la simple paperasse, les confinements successifs ont numérisé la façon de travailler, de communiquer avec ses proches et de

consommer, laissant une bonne partie des Français sur le bord de la route. Le dernier rapport du Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) chiffre à 16 millions le nombre de personnes se sentant éloignées du numérique en France, fin 2022. C'est 3 millions de plus qu'en 2017, et 30 % de la population des plus de 18 ans. L'Insee dénombrait, lui, 15,4 % de Français en situation d'illectronisme en 2021. Plus béante que jamais, cette fracture est un échec notable pour Emmanuel Macron, même s'il n'en est pas le seul comptable. Il a même valeur de paradoxe, pour le héros de la « startup nation ». Depuis 2017, le locataire de l'Élysée est au chevet des préoccupations du monde du numérique et de la French Tech. Sa politique et les financements publics mis sur la table ont permis d'animer l'écosystème et ont contribué à positionner la France sur la carte de l'innovation mondiale.

Système à deux vitesses

Mais ce bilan masque de moins en moins l'existence d'un système à deux vitesses, entre ceux qui tirent les bienfaits des nouvelles technologies et les autres. L'explosion de l'intelligence artificielle générative depuis un an, dans le sillage de ChatGPT, porte comme le Covid le gène d'une nouvelle accélération. Regardée à travers le prisme de l'illec-

tronisme massif dans le pays, elle a de quoi donner le vertige. « Les technologies se déploient à une vitesse folle. Il y a un vrai risque de décrochage, tant au niveau des compétences que de la citoyenneté », alerte Oriane Ledroit, directrice générale d'EdTech France, association des entreprises qui mettent la technologie au service de l'éducation. Pourtant, la question de l'inclusion numérique n'a pas encore hérité d'un label de grande cause nationale. « C'est un impensé du débat politique, car tout le monde a longtemps estimé qu'il n'y avait pas d'effet de bord négatif à la numérisation », indique Philippe Englebert, ex-conseiller d'Emmanuel Macron entre 2020 et 2022 et auteur d'une note récente et éclairante pour Terra Nova sur le sujet de l'illectronisme. Un impensé, ainsi qu'une mauvaise définition du problème. « Il y a eu une croyance tenace selon laquelle la fracture numérique est d'abord un problème d'équipement ou de connectivité, ou bien encore un problème générationnel qui allait se résorber naturellement. »

Le mythe du « digital native »

Le sujet est en réalité bien plus complexe. Selon le dernier baromètre du numérique, 87 % de la population française était équipée d'un smartphone en 2022, et 89 % d'un ordinateur à la maison. Deux chiffres en constante croissance





depuis les années 2000. S'agissant de la connectivité, la France est même en avance sur ses voisins européens, avec plus de la moitié de la population ayant accès au très haut débit à la maison via la fibre, et 89 % d'une connexion à internet.

Une étude publiée par le Crédoc au printemps casse aussi les idées reçues sur l'existence d'une génération X, Y ou Z qui serait en situation d'égalité face au numérique. Le centre d'études y souligne que « 15 % des personnes âgées de 25 à 39 ans sont éloignées du numérique, et parmi les moins de 25 ans, cette part s'élève à 19 % ». « Le qualificatif de "digital native" affublé à la jeunesse est un mythe. Ils sont massivement équipés, mais ils ne se sentent pas pour autant compétents dans les usages du numérique », insiste Marianne Bléhaut, directrice du pôle data & économie au Crédoc. « Il y a eu une démocratisation de l'accès au numérique, mais le vrai sujet, c'est l'usage. Il y a des usages "capacitants", qui donnent du pouvoir et des compétences, et d'autres, qui correspondent à des pratiques récréatives plutôt abrutissantes », note Oriane Ledroit.

Or, la maîtrise du numérique va au-delà de la simple capacité à remplir sa feuille d'impôt en ligne ou à regarder une série sur Netflix. Elle doit en réalité être considérée comme un nouveau capital, au sens bourdieusien du terme. « La maîtrise de ces usages devient incontournable pour la réussite économique et sociale des individus », analyse Philippe Englebert. Perte de chance dans l'accès à l'emploi et la productivité au travail, l'illectronisme constitue à l'échelle macro-économique une perte de compétitivité pour l'économie.

C'est également un gisement de vulnérabilités à l'heure de l'accélération technologique. Selon l'Insee, la France se démarque en Europe par une très forte exposition à la cybercriminalité et à une plus forte proportion de victimes. Une étude de la société Kaspersky souligne que les adolescents français sont aussi les moins bien informés face

aux risques du numérique et aux cyberarnaques en Europe.

D'un point de vue sociétal enfin, l'illectronisme est une menace pour les institutions. « Plus que jamais avec la dématérialisation, le numérique joue sur le sentiment d'intégration des citoyens à la vie de la cité, à la participation au débat public, à l'accès aux droits élémentaires », estime Marie Cohen-Skalli, d'Emmaüs Connect. « Il y a un risque de délitement social. Le numérique joue un rôle dans la mise en opposition des uns et des autres avec les algorithmes qui favorisent les clachs ainsi que la désinformation, mais aussi avec l'accroissement des inégalités sociales », indique Jean Cattan, secrétaire général du Conseil national pour le numérique. Si la désinformation et la défiance envers les institutions n'ont pas attendu ChatGPT et l'IA générative, la technologie pourrait constituer un dangereux accélérateur de particules.

Le constat est alarmant, et la solution au problème, extrêmement difficile à matérialiser. L'État doit aussi bien accompagner le stock de 16 millions de personnes éloignées du numérique que prévenir le mal à la racine à travers l'éducation. Dans les deux cas, le sujet semble au moins identifié. En 2021, à travers le plan de relance, l'État a débloqué 250 millions d'euros et embauché 4 000 conseillers numériques sur le territoire, avec l'objectif de monter à 8 000 d'ici la fin du quinquennat. « Cela ferait 1 conseiller pour 2000 personnes éloignées du numérique, c'est bien insuffisant. Il faut créer une vraie filière, et mieux reconnaître ce métier de médiateur », souffle un acteur du secteur. Le plan France numérique ensemble, récemment lancé, va aussi déboucher sur une série d'actions dans les territoires pour diffuser cette culture et promouvoir l'éducation populaire.

Encore faut-il identifier les populations éloignées de ces outils et les convaincre de se former. Ayant piloté pendant cinq ans la politique du gouvernement sur ces questions, Oriane Ledroit estime que

l'État doit changer de logiciel dans son approche. « On accompagne les gens par charité républicaine plutôt qu'avec une vision d'ensemble de ce que le numérique apporte pour le pays et la construction de la citoyenneté », juge-t-elle. Stéphane Delehay confirme : « L'accompagnement, cela ne peut pas être seulement des formations pour utiliser le site de la CAF. » Gilles Babinet, coprésident du Conseil national du numérique, pointe à ce titre l'opportunité que peut constituer l'IA. « À condition qu'on soit exigeant sur les conditions d'utilisation, c'est un outil formidable pour simplifier les usages, accéder aux droits ou au langage administratif, ainsi qu'à la connaissance », explique-t-il.

Le chantier éducatif

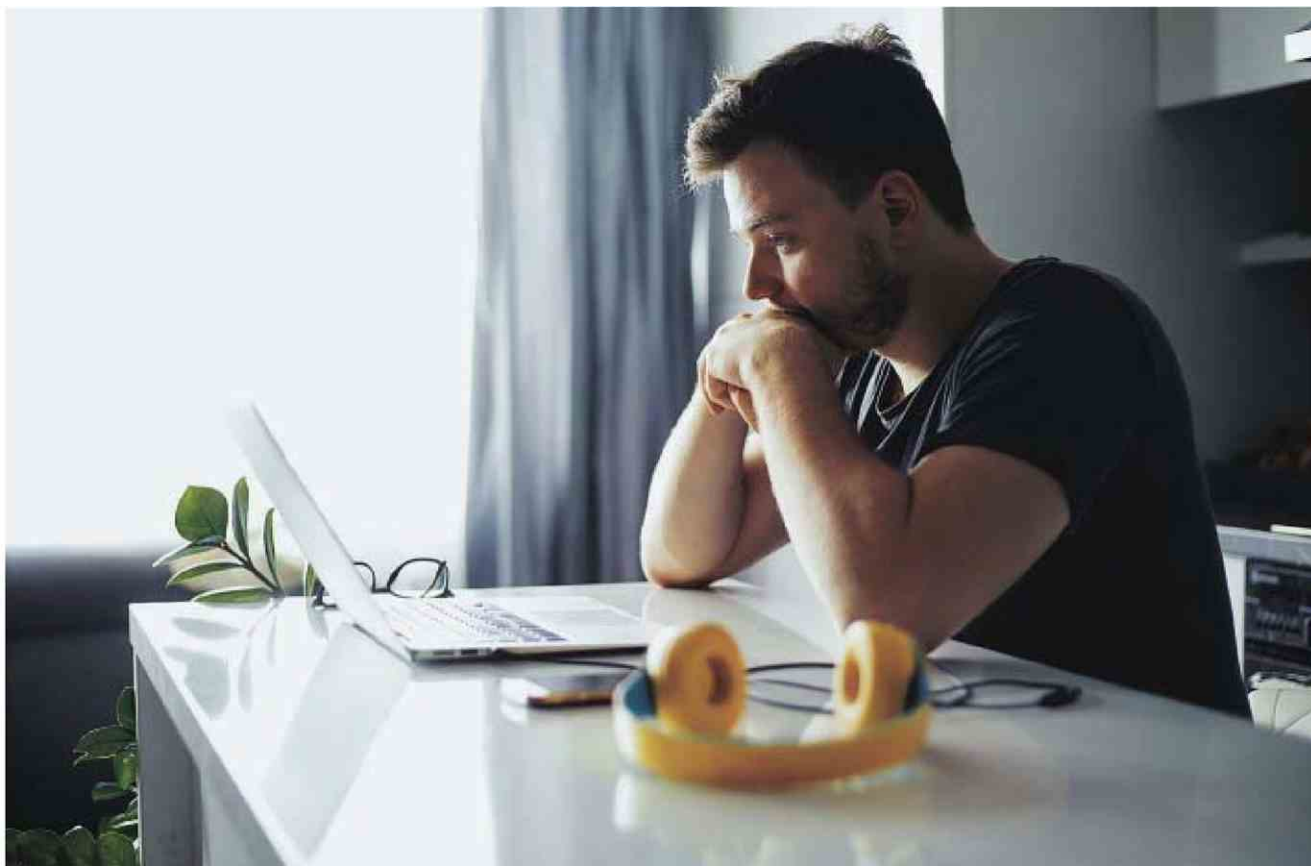
Le chantier est également titanesque à l'école. Si rien n'est fait 150 000 jeunes sortiront du système éducatif chaque année en situation d'illectronisme. Pourtant, des progrès sont notables, selon Stéphane Delehay : « Une nouvelle génération d'enseignants arrive, mieux familiarisée avec le numérique. Les départements investissent aussi pour équiper les collèges en matériel. L'outil Pix (modèle de certification pour les compétences au numérique, NDLR), déployé en milieu scolaire, permet également de savoir où les élèves en sont. Avant c'était au doigt mouillé. »

Philippe Englebert souligne lui aussi les efforts de l'État en la matière, lequel veut placer le numérique au cœur des savoirs à l'école. Il rappelle néanmoins que les moyens pour former les enseignants sont trop faibles. Selon lui, l'apprentissage du numérique doit enfin s'affranchir des modèles classiques du cours, magistral, et ouvrir la voie à un modèle plus coopératif entre professeur et élève. Oriane Ledroit, elle, constate avec inquiétude la place qu'occupent les « débats caricaturaux sur la place des écrans et l'invasion numérique à l'école ». Symptomatiques, selon elle, du chemin qu'il reste à parcourir. ■



Il y a eu une démocratisation de l'accès au numérique, mais le vrai sujet, c'est l'usage. Il y a des usages « capacitants », qui donnent du pouvoir et des compétences, et d'autres, qui correspondent à des pratiques récréatives plutôt abrutissantes

ORIANNE LEDROIT,
DIRECTRICE GÉNÉRALE
D'EDTECH FRANCE,
ASSOCIATION DES
ENTREPRISES QUI METTENT
LA TECHNOLOGIE AU
SERVICE DE L'ÉDUCATION



16 millions de personnes se sentaient éloignées du numérique en France fin 2022, selon le Crédoc. C'est 3 millions de plus qu'en 2017, et 30 % de la population des plus de 18 ans. L'Insee dénombrait, lui, 15,4 % de Français en situation d'illectronisme en 2021.

STOCK.ADOBE.COM